

Politique économique : le budget peut-il influencer la conjoncture?

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **42 (2005)**

Heft 1637

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1013443>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le budget peut-il influencer la conjoncture ?

Seule une combinaison équilibrée d'interventions étatiques et de recettes libérales peut stabiliser la situation.

Les politiques budgétaire et fiscale sont fréquemment appelées à la rescousse d'une conjoncture économique anémique. Selon la vulgate keynésienne, l'Etat devrait accroître ses dépenses en période de récession pour stimuler la demande. La gauche affectionne tout particulièrement ce raisonnement.

Les économistes, de leur côté, le rejettent majoritairement. Mais pour ce qui est de la Suisse, trois raisons supplémentaires autorisent à douter fortement de sa pertinence. Tout d'abord, il faudrait que Confédération, cantons et communes coordonnent étroitement leur action pour déclencher une forte croissance de la demande. Cette condition paraît irréalisable.

Un budget trop modeste

La difficulté pourrait être surmontée si la Confédération mettait en œuvre seule des moyens suffisants pour provoquer cet effet de stimulation. Mais le mécanisme du frein à l'endettement empêcherait cette action. Et surtout la

taille du budget fédéral est si modeste que ce dernier devrait croître de manière considérable pour influencer la conjoncture. Il faudrait augmenter le budget d'environ 10% pour voir progresser le PIB de 1%. Pour produire le même effet, le budget américain ne doit progresser que de 6% ; le budget britannique de 3% seulement.

Enfin les caractéristiques de l'économie mondiale ont évolué de manière très défavorable pour la politique anticyclique des petits Etats. Pour empêcher une fuite importante de capitaux, la Banque nationale procéderait à une augmentation des taux d'intérêt, de manière à préserver son objectif de stabilité des prix. Du coup l'alourdissement de la fiscalité nécessaire à cet effort budgétaire ne provoquerait pas les effets positifs attendus sur l'emploi. Non seulement une politique anticyclique n'atteindrait pas ses objectifs de stimulation de l'économie, mais elle conduirait à un déficit budgétaire, avec un risque d'inflation ou de chômage si la priorité de la politique monétaire reste la stabilité des prix.

Est-ce à dire que seule la stratégie libérale de l'offre est à même de stabiliser la conjoncture ? Les coûts sociaux et l'inefficacité de cette stratégie, tout comme les vains exercices de pompiers keynésiens, indiquent que seule une combinaison intelligente - c'est-à-dire adaptée à chaque situation - des politiques fiscale et économique peut atteindre ce but. jd

Adaptation libre d'un chapitre d'un article de «contrepoint» rédigé par Klaus Armingeon, professeur de sciences politiques à l'Université de Berne et paru dans le quotidien *Tages Anzeiger* du 8 septembre 2004.

«contrepoint» est un réseau d'universitaires qui veut approfondir le débat public, trop souvent polarisé et superficiel, par des contributions prenant en compte les connaissances scientifiques actuelles, afin de mettre en évidence des aspects négligés des problèmes politiques débattus.

Edito

Ouvrir le débat, élargir l'action

«*Nous voulons une Suisse moderne*», déclarent Simonetta Sommaruga et Rudolf Strahm dans leur dernier recueil de propositions économiques. «*Nous acceptons la discussion*», répond aussitôt Domaine Public. Dans la mesure où elle est solidement argumentée, toute contribution au débat doit nous réjouir, sans nous priver en rien du droit de la critiquer, vivement si nécessaire. Dans cet esprit, DP examinera les thèses des deux socialistes, les exposera sous une forme à définir et les discutera sans complaisance.

Ce débat constitue une chance. Il permet de corriger des postulats devenus erronés. A l'inverse, il offre aussi la possibilité de réaffirmer certains principes par la réfutation des idées qui les contestent. Dans tous les cas, la valeur d'une position est proportionnelle à l'acuité du doute qui accompagne son adoption. Au moment où le PSS met à jour son programme économique, Sommaruga et Strahm lui donnent un outil qui ne peut qu'aiguïser ses travaux.

Mais leur réflexion a une autre vertu. Elle tend à élargir le champ d'action de la gauche. A la fonction de spécialiste de la redistribution des richesses, qui est d'ailleurs aussi noble que prioritaire, elle suggère d'ajouter celle d'aiguillon dans la production des richesses. Or, si la gauche se veut co-gestionnaire de l'ensemble des problématiques qui touchent la vie du pays, si elle refuse de se restreindre au rôle de minorité monothématique que les bourgeois lui assignent, il lui appartient de construire un projet de société qui soit réellement global.

Pour ce faire, les revendications existantes doivent être complétées par des propositions dans des secteurs trop souvent délaissés. Le fonctionnement de l'Etat, les institutions, la nature du régime, le fédéralisme, l'organisation territoriale, la construction européenne, les affaires internationales déterminent aussi l'avenir de la population et réclament de nouvelles visions. Sommes-nous porteurs d'un projet ou de simples amendements ponctuels au projet des autres ? Telle est aussi la question que pose implicitement l'ouvrage de nos deux réformateurs. fc

Simonetta Sommaruga, Rudolf H., Strahm, *Für eine moderne Schweiz, ein praktischer Reformplan*, Nagel & Kimche, 2005.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jacques Guyaz (jg)

Rédaction:
Marco Danesi (md)

Ont collaboré à ce numéro:
François Cherix (fc)
Jean-Daniel Delley (jd)
André Gavillet (ag)
Yvette Jaggi (yj)
Roger Nordmann (rn)
Anne Rivier

Responsable administrative:
Anne Caldelari

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1,
cp 5863,
1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10

E-mail:
redaction@domainepublic.ch
administration@domainepublic.ch
www.domainepublic.ch